

RDCongo/Elections générales

Affluence et couacs pour un vote historique

AFP  
Kinshasa/RDCongo

Les résultats provisoires devaient être annoncés le 6 janvier. Nul doute qu'ils feront l'objet de contentieux devant la Cour constitutionnelle.

DES files d'attente grossissaient au fil de la journée dans les bureaux de vote hier en République démocratique du Congo, où se tenaient des élections générales historiques, entre espoirs de changement, peur de nouvelles violences, nombreux retards et problèmes techniques.

"Je me sens libéré", a déclaré à l'AFP Victor Balibwa, fonctionnaire de 53 ans, un des premiers électeurs à avoir voté à Lubumbashi (sud) à l'ouverture des bureaux. Trois fois reportées, ces élections à un tour doivent désigner le successeur du président Joseph Kabila, au pouvoir depuis l'assassinat de son père en janvier 2001.

C'est la première fois que le Congo peut rêver d'une transmission pacifique du pouvoir d'un président à l'autre depuis l'indépendance en 1960.

Le pape François a prié hier pour la RDCongo, appelant tous les acteurs à assurer un déroulement "régulier et pacifique" des élections.

A Kinshasa, le président sortant Joseph Kabila a voté avec son "dauphin" désigné, son ex-ministre de l'Intérieur Emmanuel Ramazani Shadary.

Ils ont été suivis une heure plus tard par l'un des deux principaux candidats de l'opposition, Martin



Photo : AFP

C'est en grand nombre que les Congolais se sont rendus aux urnes hier, quitte à passer de longues heures à attendre pour voter.

Fayulu. "COLERE". "C'est grand jour pour le Congo parce que c'est la fin de la dictature, c'est la fin de l'arbitraire, c'est la fin (...) de 18 ans du système Joseph Kabila", a déclaré M. Fayulu. L'autre principal candidat de l'opposition, Félix Tshisekedi, a voté en milieu d'après-midi dans un quartier de Kinshasa. "A nous la victoire", a-t-il lancé en faisant le signe V avec ses doigts.

Aucun incident majeur n'a été relevé jusqu'à présent dans cet immense pays à l'histoire agitée, où le vote a été reporté en mars dans deux régions, officiellement pour cause de violences (Beni-Butembo dans l'Est et Yumbi dans l'Ouest).

Objet de toutes les polémiques depuis plus d'un an, la "machine à voter" a connu de nombreux couacs hier.

Ainsi, le chef de la Commission électorale nationale indépendante (Céni) a éprouvé en personne la colère des électeurs face aux

retards dans les bureaux de vote et aux dysfonctionnements multiples de cette machine.

Plusieurs heures après le début du vote, Corneille Nangaa a fait le déplacement dans un bastion de l'opposition à Kinshasa où les opérations de vote étaient toujours impossibles faute de matériel électoral.

Dans cette scène symbolisant toutes les tensions post-électorales en germe, M. Nangaa a apporté les listes électorales qui manquaient, hué par des centaines d'électeurs qui demandaient sa démission et le départ du président Kabila.

"IL FAUT ATTENDRE LE TECHNICIEN". "Il n'y a pas de machines et les quelques machines qui sont là, elles ont des problèmes, elles ne marchent pas, et nous n'avons pas de matériel électoral", a déclaré Pesible, un électeur.

"Il y a cinq à six bureaux où les machines ne fonctionnent pas", a témoigné à Lubumbashi un "témoin"

(observateur d'un candidat). "Il faut attendre le technicien".

Dans un bureau à Kinshasa, l'écran tactile s'est enrayé au deuxième bulletin de vote, a constaté un journaliste de l'AFP.

Le vote "avec la machine est très compliqué. J'ai appuyé sans trop savoir pour qui. Je n'ai pas vu le numéro ni le visage de mon candidat", regrette une dame d'un âge avancé en sortant de l'isoloir.

Dans un premier rapport partiel, des observateurs de la puissante Eglise catholique font état de retards, incidents et même d'installations de bureaux de vote dans des "lieux prohibés".

Les électeurs qui ont pu voter ne cachaient par leur enthousiasme et leur soif d'autres horizons.

"Ça m'excite de voter, de pouvoir enfin choisir. C'est mon premier vote !" s'exclame Rachel, 18 ans, étudiante à Goma, dans ce pays où la majorité des 80 millions d'habitants ont moins de 25 ans.

Au total, les 40 millions d'électeurs inscrits ont le choix entre 21 candidats – dont la plupart n'ont même pas fait campagne.

FERMETURE DES FRONTIÈRES. Le président Kabila a renoncé à briguer le début au deuxième bulletin de vote, a constaté un journaliste de l'AFP.

Sa décision est intervenue avec du retard, puisque les élections ont été reportées trois fois depuis la fin de son second mandat il y a deux ans, en décembre 2016.

Les résultats provisoires seront annoncés le 6 janvier, avant d'inévitables contentieux devant la Cour constitutionnelle.

Des sondages donnent le "dauphin" perdant et président la victoire de M. Fayulu.

Kinshasa a refusé toute aide logistique des Nations unies, présentes depuis 20 ans au Congo, de même que toute mission d'observation occidentale.

Le pouvoir a annoncé la fermeture de ses frontières terrestres, lacustres et fluviales le jour du vote avec ses neuf voisins, de Brazzaville à l'Angola en passant par le Rwanda.

En revanche, internet n'était pas coupé, contrairement à ce qui se passe lors des journées de fortes tensions.

La campagne avait été rattrapée par la violence, avec une dizaine de morts selon une association de défense des droits humains, ce que nie le pouvoir.

Samedi soir, les deux candidats de l'opposition ont refusé de signer un document destiné à prévenir les violences post-électorales, en claquant la porte d'une médiation conduite par des observateurs africains.

L'Afrique en bref

• Centrafrique/Justice. Ngaïssona va savoir

La cour d'appel de Paris doit se prononcer ce lundi sur la demande de remise à la Cour pénale internationale (CPI) d'un ex-chef de milice centrafricaine et figure des autorités du football africain, arrêté en France pour crimes de guerre et crimes contre l'humanité. Visé par un mandat d'arrêt de la CPI, basée à La Haye, Patrice-Edouard Ngaïssona a été interpellé le 12 décembre et écroué.

• Soudan / Troubles. L'appel du président



Photo : AFP

Le président soudanais Omar al-Béchir a appelé hier la police à s'abstenir de recourir à une force excessive contre les manifestants, à la suite de protestations antigouvernementales qui ont secoué plusieurs villes du Soudan ces derniers jours.

• Tchad/Violences. Affrontements meurtriers dans le nord

Des combats meurtriers entre Arabes venus de Libye et orpailleurs ont eu lieu entre jeudi et samedi à l'extrême nord du Tchad, dans la zone aride de Kouri Bougoudi, a appris l'AFP hier de source sécuritaire et auprès d'ONG.

A travers le monde

• Afghanistan / Politique. Report au 20 juillet de la présidentielle

L'élection présidentielle initialement prévue le 20 avril prochain en Afghanistan a été reportée au 20 juillet, a indiqué hier le chef de la Commission électorale indépendante, Abdul Badi Sayyad. Cette annonce intervient après plusieurs semaines de spéculations sur un report destiné à donner plus de temps aux négociations de paix en cours entre Américains et talibans.

• Bangladesh/Législatives. Victoire de la Première ministre Hasina



Photo : AFP

La Première ministre du Bangladesh Sheikh Hasina a remporté les législatives d'hier, selon des résultats donnés à la télévision que l'opposition rejette en dénonçant des fraudes, sur fond de violences ayant fait 17 morts.

Niger/Lutte antiterroriste

Une quinzaine de jihadistes tués avec l'appui de Barkhane

AFP  
Paris/France

L'ARMÉE nigérienne et la force française Barkhane ont tué une quinzaine de jihadistes dans la nuit de jeudi à vendredi dans l'ouest du Niger à la frontière avec le Mali, ont annoncé le ministère nigérien de la Défense et l'état-major des armées françaises.

« Un détachement de l'opération militaire nigérienne "Dongo" et un détachement de la force Barkhane ont mené une opération conjointe de grande envergure (...) côté ennemis, quinze terroristes ont été neutralisés », a indiqué le ministère nigérien dans un communiqué lu samedi

soir à la télévision d'Etat du Niger.

L'opération a été menée au "nord-ouest de Tongo Tongo", dans la région de Tillabéri, où quatre soldats américains et cinq soldats nigériens avaient été tués en octobre 2017 dans une attaque terroriste, a-t-il souligné.

Les jihadistes, qui s'étaient regroupés en plusieurs points près de la frontière malo-nigérienne, ont d'abord été la cible d'un "raid aérien combiné de chasseurs et d'hélicoptères Tigre", a précisé l'état-major des armées françaises dans un tweet.

Des soldats nigériens et des éléments de Barkhane, notamment des commandos parachutistes et de montagne, se sont ensuite "emparés des différentes

positions" avant de procéder à une "fouille complète de toute la zone pendant les 48h qui ont suivi".

Des hélicoptères français ont "appuyé les troupes au sol pendant toute la manœuvre", a ajouté l'état-major. Aucune perte en vies humaines ou matérielle n'est à déplorer côté nigérien et français, a assuré le ministère nigérien. Au total, une quinzaine de jihadistes ont été "mis hors de combat", c'est-à-dire tués selon la terminologie militaire, une "vingtaine de motos récupérées" et 26 armes, dont des mitrailleuses, ainsi que des munitions, saisies, a-t-il précisé. Il s'agissait "vraisemblablement" de membres du groupe "Etat islamique dans le Grand Sahara" (EIGS), a précisé le porte-

parole de l'état-major des armées françaises, le colonel Patrik Steiger, à l'AFP.

"Un exemple d'opération conjointe réussie à l'ouest du Niger", s'est félicitée la ministre française des Armées Florence Parly dans un tweet.

"La montée en puissance des armées du G5 Sahel se poursuit", a-t-elle ajouté en référence aux soldats nigériens, l'une des cinq composantes de la force mise en place par les pays de la région (Niger, Mali, Tchad, Burkina Faso, Mauritanie) pour tenter de sécuriser leurs frontières.

Il s'agissait toutefois d'une opération strictement franco-nigérienne qui n'a pas associé la force antijihadiste conjointe du G5 Sahel.

Cette force, qui suscite

beaucoup d'attentes, a subi un coup d'arrêt brutal après l'attaque de son QG le 29 juin au Mali et doit reprendre ses opérations au début 2019.

Au Niger, la France possède une base sur l'aéroport de Niamey à partir de laquelle des avions de chasse et des drones – non armés – opèrent. Dans le cadre de l'opération Barkhane, les forces françaises disposent aussi d'une base à Madama, dans le nord nigérien.

Le Niger a également permis la construction d'une importante base américaine de drones à Agadez (nord), dont le coût est estimé à une centaine de millions de dollars, et qui donne aux Etats-Unis une plate-forme de surveillance de premier plan.